SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1896-1897.

Projet de Loi portant réduction des droits d'enregistrement et de transcription pour les acquisitions de petites propriétés rurales.

(Voir les n^{os} 60 et 132, session de 1894-1895, 14, 131, 135, 137, 154 et 157, session de 1896-1897, de la Chambre des Représentants.)

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le droit d'enregistrement est réduit à fr. 2-70 p. c., et le droit de transcription hypothécaire à fr. 0-65 p. c., pour les ventes de la propriété d'immeubles ruraux dont le revenu cadastral n'excède pas 200 francs.

La réduction n'est pas applicable : 1^o Si la vente a pour objet une part indivise ; 2^o Si l'acquéreur ou son conjoint possèdent, en propriété, la totalité ou une portion indivise d'un ou de plusieurs immeubles dont le revenu cadastral, pour la totalité ou pour la portion indivise, forme, avec celui de l'immeuble acquis, un total supérieur à 200 francs.

Pour l'application de ces dispositions, le revenu des immeubles non encore cadastrés ou non cadastrés en parcelle distincte est déterminé comme en matière de contribution foncière.

ART. 2.

Est considéré comme immeuble rural, pour l'application de la présente loi, celui qui se compose soit à la fois de bâtiments et de terrains affectés ou destinés à une exploitation agricole ou forestière, soit seulement de terrains se trouvant dans ce cas.

ART. 3.

Les réductions de droits ne seront maintenues que si l'acquéreur, son conjoint, son descendant ou le conjoint de celui-ci exploitent eux-mêmes

l'immeuble objet du contrat; cette exploitation doit être entreprise dans le délai de dix-huit mois à compter de l'acte de vente.

Les réductions seront toutefois maintenues si le défaut d'exécution de ces conditions est la conséquence d'un cas de force majeure.

ART. 4.

Les réductions établies par l'article premier ne seront appliquées que si un extrait de la matrice cadastrale ayant rapport à l'immeuble acquis est annexé à l'acte de vente et si cet acte énonce : 1° Que l'acquéreur ou son conjoint ne possèdent pas, en propriété, la totalité ou une portion indivise d'un ou de plusieurs immeubles dont le revenu cadastral, pour la totalité ou pour la portion indivise, forme, avec celui de l'immeuble acquis, un total supérieur à 200 francs ; 2° Que l'acquéreur entend exploiter lui-même l'immeuble acquis ou qu'il entend le faire exploiter par telle personne désignée, rentrant dans la catégorie de celles visées par le premier alinéa de l'article précédent.

Ces énonciations pourront être faites dans la forme réglée par l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII, ou dans une déclaration, exempte du timbre, signée par l'acquéreur ou en son nom par le notaire et annexée à l'acte avant l'enregistrement.

ART. 5.

A défaut d'exécution de l'une ou de l'autre des conditions exigées par l'article 4, l'acte sera enregistré au droit établi par la loi générale et aucune demande en restitution ne sera recevable.

ART. 6.

En cas d'inexactitude de la mention dont il s'agit au 1° du premier alinéa de l'article 4, il sera dû, outre les droits ordinaires, une amende égale au supplément de droit d'enregistrement exigible sur le contrat de vente.

Il en sera de même en cas d'inexécution des conditions auxquelles l'article 3 subordonne le maintien de la réduction des droits.

ART. 7.

Il y a prescription pour la demande des suppléments de droits et de l'amende :

1° Dans le cas du premier alinéa de l'article 6, après deux années à compter du jour de l'enregistrement de l'acte ;

(3)

2° Dans le cas du deuxième alinéa du même article, après deux années à compter du dernier jour du délai de dix-huit mois.

Bruxelles, le 11 mai 1897.

Les Secrétaires,

Comte DE ROUILLÉ,
Jules DE BORCHGRAVE.

*Le Président de la Chambre
des Représentants,*

A. BEERNAERT.